

Les coûts cachés : construire un nouveau discours en faveur de la transformation des systèmes alimentaires

FLORENCE **HEUSCHMIDT** EN COLLABORATION
AVEC **RAPHAËLLE VITAL-DURAND**

MOTS-CLÉS : COÛTS CACHÉS, COÛTS SOCIÉTAUX, PLAIDOYER, COMMUNICATION, RAPPORTS DE FORCE

Plus de 10 000 milliards de dollars par an, c'est le montant des coûts cachés de nos systèmes agroalimentaires au niveau mondial, d'après l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Il s'agit des coûts liés à de mauvaises habitudes alimentaires, à la dégradation de l'environnement et à la sous-alimentation¹. Ces coûts représentent une charge énorme pour les économies nationales, soit 10 % du PIB mondial (FAO, 2023a). Derrière ces chiffres, on perçoit des systèmes alimentaires industriels fragiles au niveau mondial. En tirant les coûts des denrées alimentaires à la baisse, c'est tout un écosystème social, environnemental et sanitaire qui s'effondre. Ces coûts bien réels pour la société, mais très difficiles à mesurer, ne sont pas comptabilisés dans le coût final des produits. La transformation des systèmes alimentaires nécessite des choix politiques forts. Les parties prenantes en faveur de la transition durable de ces systèmes doivent donc mettre en œuvre des stratégies efficaces d'utilisation des coûts cachés dans leurs discours, avec des arguments et des données chiffrées robustes. La présente synthèse vise à fournir quelques éléments d'analyse

sur les stratégies que la FAO et le Secours catholique emploient pour porter les messages de leurs études respectives : la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2023 et les coûts sociétaux du système alimentaire.

UN SYSTÈME GLOBAL EN EFFERVESCENCE

Ces deux rapports se positionnent dans un cadre institutionnel global manifestant des objectifs ambitieux à l'horizon 2030.

La durabilité des systèmes alimentaires, un levier majeur des objectifs de développement durable

Face aux enjeux de pauvreté dans les pays du Sud, et environnementaux au niveau mondial, apparaît la nécessité d'apporter de nouveaux cadres institutionnels. En 2000, les Nations unies fixent huit objectifs du millénaire pour le développement (OMD) des pays du Sud visant des enjeux humanitaires comme l'extrême pauvreté et la faim. En parallèle, les sommets de la Terre, organisés depuis 1972 par l'organisation des Nations unies (ONU), intègrent progressivement la dimension sociale dans leur notion de développement durable. La fusion des OMD et des objectifs des sommets de la Terre en 2015 a donné lieu à l'agenda 2030 adopté par les 193 états membres de l'ONU. Ce programme de développement porte

1. Pour compléter les informations contenues dans cette synthèse, voir la synthèse de R. Vital-Durand intitulée « Coûts cachés : révéler le juste prix de notre alimentation » dans ce même document.

dix-sept objectifs de développement durable (ODD) couvrant des questions en lien avec la pauvreté, l'égalité des genres, l'eau, le travail, la paix, l'éducation, l'agriculture, le climat, la biodiversité, etc. Chaque pays doit intégrer les ODD dans sa stratégie nationale, et rendre compte annuellement de ses progrès devant les Nations unies (Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, 2018).

La durabilité des systèmes alimentaires est considérée comme étant un levier majeur pour atteindre plusieurs ODD. La transition vers des systèmes agroalimentaires plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables est un enjeu fort du programme 2030 de la FAO. Ce dernier intégrera des ODD clés pour contribuer aux cinq principes généraux suivants : populations, planète, prospérité, paix et partenariats (FAO, 2019). Cette volonté de transformation des systèmes alimentaires s'illustre au niveau international par le premier sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires en 2021. Lors de cet événement, l'ONU souhaite sensibiliser la communauté internationale et obtenir des engagements et des mesures permettant de modifier les modes de production, de transformation et de consommation des aliments (Nations unies, 2020). Jean-Louis Rastoin, ingénieur agronome, note que « *lors de ce sommet, c'est la première fois que l'on prononçait le terme de système alimentaire durable* » (Rastoin, 2024). Les discours institutionnels étaient auparavant concentrés essentiellement sur l'agriculture.

Les incidences cachées des systèmes alimentaires dévoilées par des outils économiques

La déclinaison des ODD en actions concrètes demande l'application d'outils permettant de fournir des données mobilisables par les acteurs du système. Dans ce sens, la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture (SOFA), qui est le rapport annuel de la FAO sur des domaines de développement émergents, s'intéresse dans l'édition 2023 aux coûts cachés des systèmes alimentaires (FAO, 2023a) et se base sur la notion de comptabilisation du coût complet. Ce dernier vise à mesurer et à évaluer les coûts et les avantages environnementaux, sociaux, sanitaires et économiques engendrés par les systèmes agroalimentaires (FAO, 2023a). Ainsi, ce rapport utilise

le terme de « coûts cachés » pour se référer aux coûts cachés nets, qui comprennent les coûts cachés négatifs mais aussi les avantages cachés. Par exemple, l'utilisation des produits agrochimiques dégrade l'environnement (coût caché négatif) mais peut réduire la pauvreté en augmentant la productivité (avantage caché).

Le Secours catholique, de son côté, travaille actuellement sur les dysfonctionnements du système alimentaire français. Pour ce faire, il a commandité avec ses partenaires, le réseau Civam et Solidarité Paysans, une étude sur les coûts sociétaux du système alimentaire en France au Bureau d'analyse sociétale d'intérêt collectif (Basic). Le Basic, qui est une société coopérative d'intérêt collectif analysant les modes de production et de consommation, leurs impacts sociaux et environnementaux, et évaluant les coûts sociétaux liés à ces impacts (Basic, 2024a). Il utilise ainsi la notion de coûts sociétaux, qui regroupe les coûts mutualisés des soutiens publics et des impacts négatifs pris en charge ainsi que les coûts privatisés reportés sur des ménages ou des entreprises tiers. Ce rapport a pour objectif de chiffrer le budget des dépenses publiques liées au système alimentaire français afin de fournir des arguments pour une transformation des systèmes alimentaires vers plus de durabilité. L'étude s'intéresse à treize problématiques de la boussole de durabilité de l'alimentation du Basic (le climat, l'air, les sols, l'eau, etc.).

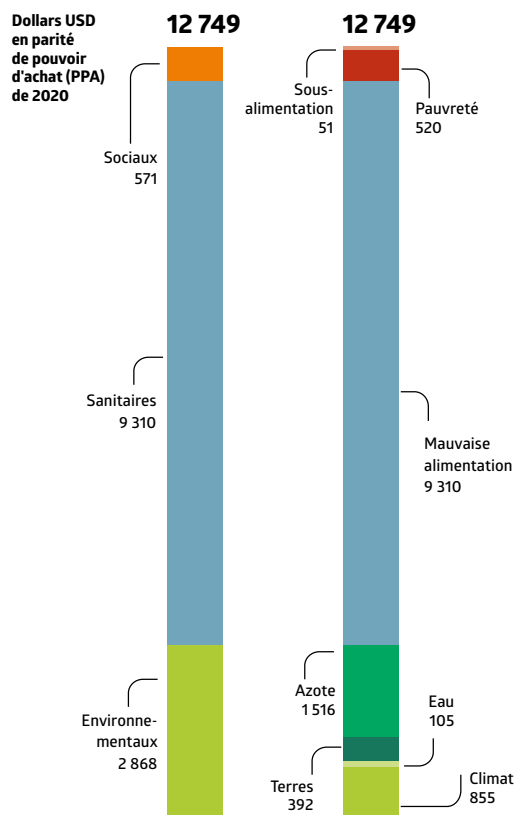
Les incidences cachées des systèmes alimentaires présentées dans deux rapports

Le SOFA montre, malgré un degré d'incertitude élevé, que les coûts cachés représentent au moins 10 000 milliards de dollars (base 2020 en parité de pouvoir d'achat, PPA). La figure 1 illustre la répartition de ces coûts : 73 % sont des coûts sanitaires, 23 % correspondent à des coûts environnementaux et 4 % sont des coûts sociaux liés à la pauvreté et à la sous-alimentation, notamment dans les pays à faible revenus. Ces chiffres reflètent le poids important des incidences négatives des systèmes agroalimentaires qui ne sont pas intégrées dans le prix d'un produit ou d'un service sur le marché (FAO, 2023a).

Les travaux en cours au sein du Basic montrent de fortes inégalités entre différentes typologies d'acteurs du système alimentaire français. Des acteurs se démarquent par la compétitivité par les coûts et donc une production en masse de

denrées agricoles. D'autres acteurs affichent des rendements plus faibles et une logique de différenciation et de valorisation pour des niches de marché. Il ressort de la version non encore publiée de l'étude que certains acteurs sont à l'origine de l'essentiel des impacts et des coûts associés (Basic, 2024b).

FIGURE 1. RÉPARTITION DES COÛTS CACHÉS.



(Source : FAO, 2023)

UN DISCOURS POUR DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES

Quels sont les publics visés par ces études ?

La FAO et le Secours catholique n'ont pas les mêmes cibles. Leurs publics respectifs se trouvent à des échelles très différentes.

Dans la gouvernance de la FAO, ce sont les gouvernements qui sont représentés. Les études

sont ainsi principalement destinées aux États et aux instances internationales. Dans les débats internationaux, ce type de rapport donne des chiffres pour élaborer des arguments en faveur de modèles agricoles compatibles avec les ODD. Néanmoins, « *la FAO essaye de fournir des outils qui peuvent être utilisés par tout le monde avec une information qui est publiquement accessible* » (Laborde, 2024).

À une échelle plus nationale, la Secours catholique veut faire bouger la société civile et les politiques publiques pour qu'elles se saisissent des enjeux du système alimentaire. Donner un ordre de grandeur pour montrer le coût d'une absence de mesure sociale permet de fournir des arguments aux gens qui militent pour changer de système alimentaire. En donnant des chiffres sur les dépenses publiques, le rapport cible notamment les politiques publiques, les ministères, les députés, les sénateurs.

Quel discours est porté par les acteurs ?

La FAO et le Secours catholique ont l'objectif commun de mettre en lumière les dysfonctionnements des systèmes alimentaires. Néanmoins, leurs discours respectifs sont très différents. La FAO déclare faire un état des lieux de la connaissance sur les coûts cachés des systèmes agroalimentaires mondiaux alors que le Secours catholique est dans une démarche militante visant à réduire les fortes inégalités générées par le système alimentaire français.

Le SOFA cherche à clarifier, que ce soit pour les décideurs politiques, la société civile ou les organisations agricoles, le concept des coûts cachés en lien avec les systèmes alimentaires. En effet, ce terme peut être compris différemment selon les acteurs. Par exemple, les coûts cachés liés à la santé ne font pas référence aux dépenses publiques payées par le contribuable ni aux dépenses privées payées par les assureurs privés concernant le diabète, mais intègrent les pertes de productivité des acteurs obèses, diabétiques ou ayant d'autres maladies liées à une alimentation malsaine. Le degré d'appropriation du concept des coûts cachés diffère selon les pays. David Laborde, directeur de la division de l'économie agroalimentaire de la FAO, affirme que « *certain pays comparent leurs chiffres à ceux de leurs voisins, d'autres sont en désaccord avec la méthodologie utilisée, voire potentiellement* ».

avec le cadre de pensée ». Il assure que « *malgré leurs différences, la plupart des pays font face à des problèmes d'obésité ou de surpoids, des problèmes de perte de biodiversité, ou des problèmes de ressources en eau. Ces problèmes ont un réel coût économique. En conséquence, même s'il y a des discussions sur le chiffre exact, aucun pays ne réfute l'existence des coûts cachés* ». La FAO utilise ainsi ce rapport « *pour inciter les pays partenaires à utiliser des cadres analytiques similaires pour le calcul des coûts cachés* » (Laborde, 2024).

Par ailleurs, le Secours catholique, association très investie sur les thématiques de la cohésion sociale et du revenu décent, dénonce une hausse de la précarité alimentaire en France, avec en plus un réel problème d'accès digne à une alimentation de qualité. Elle pointe les fortes inégalités au sein du système alimentaire français industriel, qui est à l'origine de la précarité grandissante des agriculteurs et des consommateurs. Astrid Aulanier, chargée de la coordination du projet d'étude au Secours catholique, souligne que « *les coûts sociétaux mettent en évidence les interconnexions fortes entre l'urgence climatique et l'urgence sociale* » (Aulanier, 2024).

Quelles sont les stratégies de communication des acteurs ?

L'envergure internationale et la légitimité de la FAO facilitent la diffusion de ses rapports. Elle s'appuie principalement sur sa relation presse et média pour communiquer sur ses études. David Laborde précise que, « *si la FAO ne fait pas de plaidoyer, le rapport est utilisé par d'autres acteurs à cette fin* » (Laborde, 2024). En effet, le plaidoyer désigne en général les activités d'influence mises en place par des associations pour défendre une vision d'intérêt général (Ollion & Siméant-Germanos, 2015). M. Laborde explique que « *la FAO est une agence spécialisée des Nations unies dont la mission première est de fournir une expertise technique aux États membres des Nations unies et non pas d'influencer les décideurs politiques via des processus actifs* ». Néanmoins, ce type de rapport permet à d'autres acteurs, tels que des ONG ou des associations, de faire du plaidoyer en reprenant les chiffres et les constats. Par exemple, on retrouve un article de l'ONG Humundi qui présente le rapport de la FAO sur les coûts cachés des systèmes alimentaires comme une preuve de l'urgente et nécessaire transformation

des systèmes alimentaires (Humundi, 2023). Par ailleurs, le rapport SOFA a fortement influencé la FAO pour la production d'une feuille de route mondiale visant à éradiquer la faim sans dépasser le seuil de 1,5 °C de réchauffement climatique établi dans l'accord de Paris. Cette feuille de route, qui ambitionne d'atteindre l'ODD2, a été énoncée lors de la conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP28) à Dubaï (FAO, 2023b). Le SOFA illustre la multiplicité des enjeux via les différentes catégories de coûts cachés.

Le Secours catholique, au travers du rapport sur les coûts sociétaux, a pour objectif de fournir des arguments et des chiffres pour orienter le débat politique. Dans ce sens, la construction d'une campagne de plaidoyer est fondamentale pour amorcer la transformation structurelle du système alimentaire français. Cette campagne sera construite autour de messages clés travaillés par l'association et ses partenaires (Réseau action climat, Solidarité Paysans, Iddri, Civam, Action contre la faim, Cirad, I4CE, Fondation Daniel et Nina Carasso, INRAE, UCLouvain, Fédération des diabétiques). La construction du plaidoyer est importante car il est essentiel que l'ensemble des salariés et bénévoles s'approprient les enjeux, le discours et comprennent le rôle du Secours catholique sur ce sujet. Le choix des bons acteurs au niveau des politiques publiques est aussi primordial afin de faire passer des messages clés.

LES ÉLÉMENTS D'UNE STRATÉGIE EFFICACE AUTOUR DES COÛTS CACHÉS

Des éléments chiffrés pour mieux peser dans le débat

Jean-Louis Rastoin présente les données chiffrées des coûts cachés au Royaume-Uni, en Suisse et aux États-Unis (Rastoin, 2022). Cet article fait ressortir des messages forts en lien avec ces chiffres. En 2015 au Royaume-Uni, le coût des externalités négatives du système alimentaire était équivalent à celui de la dépense alimentaire. En 2018 en Suisse, il a été établi que le montant cumulé des coûts cachés de l'alimentation s'élevait à 0,87 franc suisse pour 1 franc suisse payé par le consommateur. En 2020 aux États-Unis, la fondation Rockefeller estimait à 2105 milliards de dollars le montant des coûts cachés de l'alimentation, soit près du double des dépenses alimentaires. L'ensemble de ces chiffres est intellectuellement

très parlant, car les chiffres sont faciles à utiliser et à comprendre, et donc à communiquer pour peser dans les discussions politiques.

Plus récemment, les rapports SOFA et du Secours catholique avancent des chiffres sur les coûts cachés et sociétaux des systèmes alimentaires. Chacun de ces acteurs conçoit les chiffres d'une façon très différente, ce qui implique une lecture et un impact propre à chaque étude. Néanmoins, leur approche semble complémentaire dans le cadre du questionnement du système alimentaire actuel.

La transformation des systèmes agroalimentaires est un sujet crucial pour la FAO. « *Et quand on veut parler de transformation, il faut expliquer pourquoi on veut les transformer, on veut montrer aussi dans quels cas il y a des arbitrages ou des complémentarités à trouver. Et c'est ce que permet de faire l'analyse des coûts cachés* », nous précise David Laborde (Laborde, 2024). En se servant de la méthodologie de la comptabilisation du coût complet, la FAO peut donner un aperçu du coût réel des systèmes alimentaires au niveau mondial, certes avec une incertitude, mais donner un chiffre expose la gravité de la situation. L'impact sur les décideurs est bien plus important lorsque les problèmes énoncés sont associés à des valeurs économiques. L'article sur l'approche économique de la biodiversité de Tardieu *et al.* (2012) signale que même si la monétarisation du capital naturel est soumise à de nombreuses critiques, elle permet aux agents ou décideurs publics de se représenter la valeur d'un bien non marchand, ce qui est nécessaire dans une société qui voit principalement de l'intérêt dans les biens ayant une valeur économique. Ainsi, l'étude met en évidence l'intérêt de faire entrer les actifs non marchands dans la décision politique en les intégrant dans une analyse économique. En outre, les auteurs défendent l'approche économique car elle permet de traduire la valeur des pertes liées à la destruction de certains écosystèmes dans des termes qui permettent de comparer avec d'autres problèmes de société.

La FAO déclare qu'il y a des problèmes liés aux systèmes alimentaires, mais surtout qu'ils représentent des milliers de milliards de dollars et plus de 10 % du PIB mondial. En expliquant cet impact négatif concret des systèmes alimentaires sur l'économie mondiale et les populations, la FAO cherche à souligner qu'en s'attaquant à ces

problèmes, il peut y avoir des bénéfices concrets sur ces populations et leur activité économique. Ces messages permettent d'engager un certain nombre d'acteurs sur la question et ouvrent la discussion sur ces sujets.

D'autre part, le rapport commandité par le Secours catholique au Basic base la discussion sur une approche comptable. D'après le Basic, la force de cette approche repose sur le concept des coûts sociétaux. Ces derniers sont des dépenses tangibles et mesurables sur le plan comptable, des dépenses publiques et des dépenses attribuables au système agroalimentaire. Le Basic comptabilise l'argent public utilisé pour réparer les impacts du système alimentaire, comme par exemple la pollution de l'eau. Cette démarche de comptabilisation permet de mettre en question des décisions prises par l'État pour choisir où allouer des moyens. L'étude s'intéresse aussi à la répartition des financements alloués aux différentes typologies d'acteurs et aux profits engendrés par chacun. Ces données chiffrées sont des arguments forts pour questionner le système alimentaire actuel. L'objectif est de lier les impacts environnementaux, sanitaires et sociaux à chaque type d'acteur afin d'avoir une image des variations des impacts selon les acteurs (Basic, 2024b).

Des éléments qualitatifs pour incarner l'étude du Secours catholique

La partie quantitative donne une force à l'étude portée par le Secours catholique. Toutefois l'étude est aussi alimentée par un travail qualitatif tout aussi essentiel. L'association a souhaité travailler sur un rapport associant l'étude quantitative du Basic à une partie qualitative menée par Astrid Aulanier. Le Secours catholique a une volonté forte de mobiliser les personnes qui sont aux deux bouts de la chaîne du système alimentaire français (agriculteurs et consommateurs) sur le sujet des coûts cachés. Ainsi, cette dimension humaine des coûts cachés s'intéresse plus particulièrement au ressenti et au vécu des personnes précaires par rapport à leur alimentation. C'est une manière d'incarner l'étude avec de vraies personnes et de donner une dimension tangible grâce à des gens qui vivent cette situation concrètement. De ce fait, Astrid Aulanier anime deux groupes de travail avec des agriculteurs membres du Civism et des personnes en situation de précarité déjà accompagnées par les délégations du Secours

catholique. Chaque groupe s'est réuni lors de trois journées d'atelier autour de l'alimentation et a pu faire ressortir des problématiques de précarité alimentaire, d'accessibilité et de coûts. Le Secours catholique porte au travers de l'étude des coûts cachés un message politique fort sur une crise écologique étroitement liée à une crise sociale. L'association souhaite donc que le travail collectif de terrain aille plus loin en invitant les personnes ayant participé à l'étude qualitative à la démarche de mobilisation de l'étude pour faire entendre leur voix. Ainsi, lors de la campagne de plaidoyer, ces personnes pourront être amenées à intervenir dans des vidéos et des conférences de presse.

La construction d'une légitimité scientifique renforcée d'une volonté politique

L'article de presse sur les coûts cachés des pesticides, qui se base sur l'article scientifique « *The social costs of pesticide use in France* » publié par une équipe franco-belge, n'aurait pas paru dans *Le Monde* en novembre 2022 (Foucart, 2022) sans une légitimité donnée par la recherche. Cela montre l'importance d'une caution scientifique dans les études.

Pour leur rapport sur les coûts sociétaux, le Secours catholique, avec le Basic et ses partenaires, a contacté en amont des scientifiques (INRAE, Cirad, UCLouvain), des acteurs du plaidoyer (Food Watch, Action contre la faim), des *think tank* (Iddri), une fondation (Fondation Daniel et Nina Carasso), afin que ces acteurs intègrent son comité scientifique élargi. Ce dernier vérifie la cohérence de l'étude et donne des conseils tout en réfléchissant à la construction d'un narratif compréhensible par les politiques. Toutes les études ont intérêt à s'associer à des scientifiques pour crédibiliser leur discours.

La FAO s'appuie ainsi sur une méthodologie scientifiquement robuste pour calculer les coûts cachés : la comptabilisation du coût complet. Cette dernière se base sur des travaux de mesure présents dans les normes statistiques internationales (FAO, 2023a).

Malgré la place indispensable donnée à la science pour porter les études, Julien Fosse, président du centre INRAE Hauts-de-France, avertit que « *la prise de décision sur les questions agricoles dépend aujourd'hui d'un rapport de force politique et non d'un rapport scientifique rigoureux des coûts cachés* ». Il ajoute que « *la valeur*

methodologique et sa cohérence sont néanmoins indispensables pour argumenter et expliquer les chiffres face aux lobbys qui peuvent contester les études » (Fosse, 2024). Pourtant, ces rapports nécessitent un portage politique important pour qu'il y ait des actions concrètes. La société civile ne doit surtout pas se cantonner à la sphère politique déjà sensibilisée. L'enjeu politique et stratégique est d'aller convaincre les élus et les syndicats opposés à ce qui va être défendu. Cela reste très difficile et implique de créer en amont les conditions d'un dialogue scientifique et technique.

La construction de synergies avec d'autres acteurs

L'étude peut avoir un impact plus large si de bonnes synergies entre acteurs de la société civile et acteurs institutionnels sont trouvées. Par exemple, un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) et de l'Inspection générale des finances (IGF) s'intéresse aux coûts sociaux et donc à la taxation des aliments gras, sucrés, salés, liés à des problèmes de surpoids et d'obésité. Les institutions de santé notamment, concernées par les maladies en lien avec l'alimentation, peuvent relayer des études, mais il convient de les inclure dès le départ et d'imaginer des partenariats par la suite. Ces alliés mobilisés dès le début facilitent le relai de l'étude via leurs réseaux, ce qui permet d'amplifier la communication. Pour créer une forme de pression politique et un rapport de force politique et médiatique autour du sujet, il est nécessaire d'avoir des relais et des acteurs qui s'emparent du sujet.

Le SOFA a été massivement repris par les médias (par exemple *Reporterre*, *La Tribune*, *Le Monde*, *La France agricole*), la société civile (par exemple Foodwatch, Solagro), des entreprises (par exemple Eosta) et même des chercheurs via de nombreux posts sur les réseaux sociaux (par exemple LinkedIn). Ainsi, les messages clés du rapport relayés par une diversité d'acteurs ouvrent un nouveau regard sur notre alimentation et renforcent le débat politique.

CONCLUSION

Les résultats qui ressortent des études sur les coûts cachés montrent que les systèmes alimentaires ont des incidences dramatiques sur la santé, l'environnement et la société aux niveaux

national et mondial. Ils révèlent également de profondes inégalités, que ce soit entre pays ou au niveau des différents maillons du système alimentaire. L'évolution de ces systèmes vers la durabilité repose actuellement sur des changements de comportements individuels de production et de consommation. Mais sans une réflexion sur un changement structurel, le passage à l'échelle est perdu d'avance.

Avec l'objectif de voir émerger un nouveau contrat social autour de l'alimentation, la FAO et le Secours catholique ont construit des stratégies autour des coûts complets et des coûts sociétaux respectivement. Ces outils permettent d'amorcer des débats politiques sur les modèles alimentaires sur la base de données chiffrées, de connaissances scientifiques, mais aussi de données qualitatives de terrain. Le portage politique de ces études nécessite de bien bâtir en amont une stratégie efficace de partenariats, d'alliances et de relais.

BIBLIOGRAPHIE

Basic (2024a). *Qui sommes-nous ?* Basic. <https://lebasic.com/qui-sommes-nous/>

Basic (2024b). *Étude sur la création de valeur et les coûts sociétaux du système alimentaire français. Quels enseignements pour l'accès de toutes et tous à une alimentation saine et durable ?* Basic (version confidentielle de février).

FAO (2019). *La FAO et les objectifs de développement durable*. FAO. <https://www.fao.org/about/strategy-programme-budget/strategic-framework/fao-sdg/fr/>

FAO (2023a). *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. Pour une transformation des systèmes agroalimentaires : connaître le coût véritable des aliments*. Résumé. FAO Rome. <https://www.fao.org/3/cc7937fr/cc7937fr.pdf>

FAO (2023b). *Achieving SDG 2 without breaching the 1.5 °C threshold: A global roadmap*. FAO. <https://www.fao.org/interactive/sdg2-roadmap/en/>

Foucart, S. (2022, 23 novembre). Les « coûts cachés » des pesticides s'élèveraient de 370 millions à plusieurs milliards d'euros par an pour la France. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/planete/article/2022/11/23/les-couts-caches-des-pesticides-s-eleveraient-de-370-millions-a-plusieurs-milliards-d-euros-par-an-pour-la-france_6151303_3244.html

Humundi (2023). *Nouveau rapport de la FAO sur les coûts cachés des systèmes alimentaires : une preuve de l'urgente et nécessaire transformation*. Humundi. <https://www.humundi.org/nouveau-rapport-de-la-fao-sur-les-couts-caches-des-systemes-alimentaires-une-preuve-de-lurgente-et-necessaire-transformation/>

Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires (2018). *L'agenda 2030 en France. Présentation : origines et principes*. <https://www.agenda-2030.fr/agenda-2030/presentation/article/presentation-origines-et-principes>

Nations unies (2020). *Sommet sur les systèmes alimentaires (2021)*. Nations unies. <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/food-systems-summit-2021/>

Ollion, É. & Siméant-Germanos, J. (2015). Le plaidoyer : internationales et usages locaux. *Critique internationale*, 2(67), 9-15. [10.3917/criti.067.0009](https://doi.org/10.3917/criti.067.0009)

Rastoin, J.-L. (2022). Coûts cachés et juste prix de notre alimentation : entre marché, État et communs. *So What? Policy brief*, 19.

Tardieu, L., Salles, J.-M. & Chassany, J.-P. (2012). Faut-il avoir peur de l'approche économique de la biodiversité et des services rendus par les écosystèmes ? *Forêt méditerranéenne*, XXXIII(2), 119-128.

Entretiens

Aulanier A., chargée de mission plaidoyer accès digne à l'alimentation durable au Secours catholique, entretien en visioconférence le 23/01/2024.

Fosse J., président du centre INRAE Hauts-de-France, entretien en visioconférence le 26/01/2024.

Laborde D., directeur de la division de l'économie agroalimentaire de la FAO, entretien en visioconférence le 15/02/2024.

Rastoin JL., ingénieur agronome et fondateur de la Chaire Unesco Alimentations du monde, entretien le 02/02/2024 à Montpellier.

Cette étude s'est également basée sur les entretiens suivants, dont les contenus sont venus enrichir l'analyse

Borniotto D., économiste de formation et doctorante au Sytra, entretien en visioconférence le 05/02/2024.

Bricas N., chercheur au Cirad, UMR MoISA et titulaire de la chaire Unesco alimentations du monde, entretien en visioconférence le 07/02/2024.